RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 00737
Numéro SIREN : 522 046 069
Nom ou dénomination : CJ AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 29/01/2018 sous le numéro de dépôt A2018/001095

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE GRENOBLE

1345559

Dénomination : CJ AUDIT
Adresse : 57 bis boulevard Des Alpes 38240 Meylan -FRANCE-

n° de gestion : 2010B00737
n° d'identification : 522 046 069

n° de dépôt : A2018/001095
Date du dépôt : 29/01/2018

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 30/12/2017

1345559

Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble - place Firmin Gautier - CS 90150
38019 GRENOBLE Cedex 1
Tél : 04 56 58 50 67 - Fax : 04 56 58 50 00

ORIGINAL

"CJ AUDIT"

Société à Responsabilité limitée
Au capital de 10 000 €uros
Siège social à MEYLAN (38240)
57 bis Boulevard des Alpes

522 046 069 RCS GRENOBLE

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE GRENOBLE

Soit 1035

DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 DECEMBRE 2017

L'AN DEUX MIL DIX SEPT,
ET LE TRENTE DECEMBRE A ONZE HEURES

En sa qualité de seul gérant de la société, Monsieur Claude JANUS, propriétaire de la totalité des 1 000 parts sociales de 10 €uros composant le capital de la société **CJ AUDIT**,

I – A STATUE SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- Ratification de la transformation de la société en société par actions simplifiée, après lecture du rapport du Commissaire inscrit désigné en application des dispositions légales
- Approbation des statuts de la société transformée
- Nomination du Président
- Pouvoirs à conférer

II – A ADOPTE LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

L'Associé unique,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation, établi conformément aux dispositions des articles L 223-43 et L 224-3 du Code de Commerce, sur la situation de la société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers,
- après avoir expressément approuvé ledit rapport,
- après avoir constaté que toutes les conditions légales requises se trouvent remplies,

confirme la décision du 1er DECEMBRE 2017 concernant la transformation de la société en société par actions simplifiée, à compter de ce jour, et ce, par application des dispositions desdits articles et des statuts sociaux.

La société sera désormais régie par les lois en vigueur sur les sociétés par actions simplifiée et par les statuts ci-après ratifiés.

4

Cette transformation, régulièrement effectuée, n'entraînera pas la création d'un être moral nouveau et c'est toujours la même société qui sous la même personnalité juridique, continuera d'exister entre les associés actuellement propriétaires des actions créées en substitution des parts sociales à raison d'une action pour une part et tous ceux qui pourront devenir actionnaires par la suite, soit par voie d'attribution d'actions nouvelles émises en représentation d'augmentation de capital, soit par voie de cession d'actions.

Il n'est apporté aucune modification à son objet, à sa durée, à sa dénomination et à son capital.

Le capital social sera désormais divisé en MILLE (1 000) actions de 10 €uros chacune, portant les n° 1 à 1 000, qui sont attribuées en totalité à M. Claude JANUS, associé unique.

La transformation de la société étant décidée, Monsieur le Président fait lecture du projet des nouveaux statuts.

Cette lecture terminée, l'associé unique prend les décisions suivantes qui, par suite de l'adoption de la transformation, demeurent à l'ordre du jour :

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve article par article et dans leur ensemble les nouveaux statuts élaborés par la gérance et dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

En conséquence, ces statuts remplaceront la charte de la société transformée et régiront seuls la société à partir de cette transformation.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique nomme en qualité de Président de la société, à compter du jour de la transformation et sans limitation de durée :

- Monsieur Claude JANUS
  264 Chemin des Viers
  38330 BIVIERS

Monsieur Claude JANUS déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et ne se trouver dans aucun des cas d'incapacité ou d'incompatibilité susceptibles de l'empêcher de les exercer.

QUATRIEME DECISION

L'assemblée générale extraordinaire décide que la durée de l'exercice social en cours qui doit être clos le 31 DECEMBRE 2017 ne sera pas modifiée du fait de l'adoption de la forme de société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts sociaux et par les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés par actions simplifiée.

CINQUIEME DECISION

Toutes les formalités prescrites par la loi ayant été remplies et la société se trouvant dotée de tous ses organes de direction et d'administration

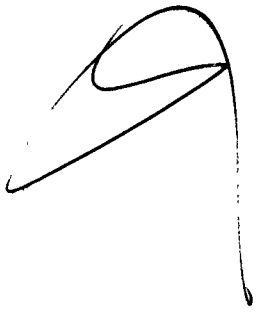
l'associé unique constate que la transformation de la société à responsabilité limitée dénommée "**CJ AUDIT** " en société par actions simplifiée régie par le Code de Commerce, est régulièrement réalisée et que ladite société peut valablement fonctionner sous sa nouvelle forme.

SIXIEME DECISION

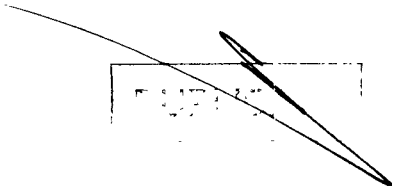
L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'accomplir toutes formalités requises par la loi ou les règlements.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui est signé par le gérant et associé unique.

M. Claude JANUS



Enregistré à : SIE DE GRENOBLE - GRESIVAUDAN
Le 17/01/2018 Bordereau n°2018/54 Case n°11
Enregistrement : 125 € **Pénalités :**
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE GRENOBLE

1345560

Dénomination : CJ AUDIT
Adresse : 57 bis boulevard Des Alpes 38240 Meylan -FRANCE-

n° de gestion : 2010B00737
n° d'identification : 522 046 069

n° de dépôt : A2018/001095
Date du dépôt : 29/01/2018

Pièce : Statuts mis à jour

1345560

Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble - place Firmin Gautier - CS 90150
38019 GRENOBLE Cedex 1
Tél : 04 56 58 50 67 - Fax : 04 56 58 50 00

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Gérant

"CJ AUDIT"

Société par actions simplifiée

au capital de 10 000 €uros

Siège social à : MEYLAN (38240)
57 bis Boulevard des Alpes

522 046 069 RCS GRENOBLE

S T A T U T S

MIS A JOUR AU PAR AGE DU 30 DECEMBRE 2017

Article 1er – Forme

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à MEYLAN (38240) du 18 février 2010, enregistré à SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE le 01/03/2010 Bordereau n°2010/373 case n°19, il a été formé une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur, notamment par le Code de Commerce.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 DECEMBRE 2017, confirmant la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire du 1er DECEMBRE 2017, et en application des dispositions de l'article L 223-43 du Code de Commerce, la société a été transformée en société par actions simplifiée à compter du 30 DECEMBRE 2017.

Elle continue d'exister sous sa nouvelle forme entre les propriétaires d'actions créées en remplacement des parts sociales de la société à responsabilité limitée et de celles qui pourraient l'être ultérieurement.

Cette société est donc régie par les textes en vigueur, notamment le Code de Commerce ainsi que les textes qui l'ont modifié ou le modifieront et par les présents statuts et par l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination est : CJ AUDIT

Le sigle est : CJA

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable» et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts-comptables ;

- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dont la détention de participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives. A ce titre, la société s'engage à respecter :

- la réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession,

- l'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à MEYLAN (Isère), 57 bis boulevard des Alpes.

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par décision de l'associé unique.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

1 – Apports en numéraire

- M. JANUS Claude apporte à la société une somme en espèces de mille neuf cent quatre-vingt seize euros, ci 1996 Euros
- M. MARCELLI Jean apporte à la société une somme en espèces de deux Euros ci, 2 Euros
- La société QUALIT'AUDIT apporte à la société une somme en espèces de deux Euros, ci 2 Euros.

Soit ensemble, le somme totale de deux mille Euros, ci 2 000 Euros.

Cette somme de deux mille Euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque CIC Lyonnaise de Banque, agence de MEYLAN (38240), avenue du Vercors à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 00057565002.
Elle ne pourra être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

2- Récapitulation

Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de deux mille Euros, ci 2 000 euros.

Total égal au cinquième du capital social : deux mille Euros.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE (10 000) euros. Il est divisé en MILLE (1 000) actions de DIX (10) euros chacune, souscrites en totalité par l'associé unique.

Total du nombre d'actions composant le capital social : 1 000 actions.

Soit MILLE actions.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par décision de l'associé unique.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant les professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Article 11 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1. Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
2. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.
3. Le droit de vote appartient au nu-propriétaire des actions, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.
4. En cas de location d'actions, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

   En cas de location ou de démembrement de la propriété d'actions, plus des deux tiers des droits de vote doivent être détenu des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945.

Article 12 - Transmission des actions

Les cessions ou transmissions des actions de l'associé unique sont libres.

Article 13 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

En cas de cessation d'activité, de radiation ou d'omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables du professionnel associé unique pour quelque cause que ce soit, la société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 14 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique membre de la société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé pour une durée indéterminée. Ses fonctions cessent par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts.

Le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés sont arrêtés par le président.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit à une rémunération. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision de l'associé unique. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

Article 15 – Directeurs généraux

Un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques, chargés d'assister le président et respectant les conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, peuvent être nommés par l'associé unique. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le directeur général est révocable à tout moment par l'associé unique. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Ses fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci et dans les mêmes limites. Sa rémunération est fixée par l'associé unique.

Article 16 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 17 – Conventions soumises à approbation

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et l'associé unique président ou un autre dirigeant doit être répertoriée sur le registre des décisions sociales.

Article 18 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 16 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 19 – Décisions de l'associé unique

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Relèvent de la compétence de l'associé unique :

- la nomination et la révocation du président et des directeurs généraux ;
- l'approbation des comptes et la répartition du résultat ;
- l'approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés ;
- l'augmentation, la réduction et l'amortissement du capital social ;
- la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- la dissolution, la prorogation, la transformation de la société ;
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social sur le territoire français, pour lequel la ratification de l'associé unique est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

En cas de consultation écrite, le président adresse à l'associé unique, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé unique répond dans un délai de huit

jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que l'associé unique, d'une copie des projets de résolution soumis et des documents d'information adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par l'associé unique à l'issue de la consultation.

Article 20 – Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique sont consignées dans un procès-verbal signé par celui-ci et répertoriées dans un registre.

Article 21 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

En outre, les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution et repris par celle-ci seront rattachés à cet exercice.

Article 22 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 23 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 24 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique est publiée dans les conditions légales.

Article 25 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1. La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
2. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.
3. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de l'associé unique à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
4. A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, l'associé unique règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont il détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.
5. En fin de liquidation, l'associé unique statue sur les comptes définitifs, sur le quitus de la gestion du (ou des) liquidateurs et la (ou les) décharge(s) de son (ou de leur) mandat et constate la clôture de la liquidation.

STATUTS CERTIFIES SINCERES ET VERITABLES PAR LES ACTIONNAIRES POUR ETRE ANNEXES AU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE CE JOUR

A MEYLAN (38240)
LE 30 DECEMBRE 2017

M. Claude JANUS